

**INTERVENTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR ABDOULAYE DIOP,
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION
INTERNATIONALE A L'OCCASION DE LA REUNION ANNUELLE DES PAYS EN
DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL.**

New York, le 21 septembre 2023

- **Monsieur le Président,**
- **Mesdames et messieurs,**

Le Mali salue le choix du thème de cette réunion à savoir : « Accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne au lendemain de la pandémie de COVID-19 et créer une nouvelle dynamique en vue de la troisième Conférence des Nations unies sur les pays en développement sans littoral ».

Nos pays, déjà éprouvés par la continentalité, tournent progressivement la page douloureuse de la pandémie de coronavirus. C'est l'occasion de conjuguer nos efforts pour une mise en œuvre efficiente du Programme d'action de Vienne.

Monsieur le Président,

Les défis géographiques auxquels sont confrontés les PDSL sont énormes et nous engagent à plus d'action et de partenariat afin de les relever de façon efficace et durable.

Mais surtout, Monsieur le Président, la continentalité de nos pays, et l'aspiration légitime de nos populations appellent au respect strict des textes et engagements internationaux.

A titre d'illustration, mon pays, en plus d'être enclavé, est confronté aux défis de l'insécurité liée au terrorisme et aux conséquences des changements climatiques. En outre, du mois de janvier au mois de juillet 2022, de lourdes sanctions de la part de la CEDEAO et de l'UEMOA, qui ont injustement et de manière totalement illégale, imposé un blocus

commercial et financier ainsi que des mesures de fermeture des frontières des Etats membres de ces organisations avec le Mali.

Ces sanctions étaient non seulement inhumaines car elles affectaient directement des populations innocentes, mais elles étaient en tous points contraires aux textes de ces même organisations. Durant cette période nous avons bénéficié de la compréhension et de la solidarité de certains pays voisins, notamment la République de Guinée, que je remercie vivement au passage.

Cependant, le Gouvernement du Mali déplore et regrette le silence de l'ONU face à cette situation que mon pays a traversée. Les maliennes et les maliens attendaient de notre Organisation universelle qu'elle remplisse sa fonction d'assistance mais aussi, que l'Organisation des Nations Unies, dépositaire des Traités et Accords internationaux, veille à ce que le droit international soit respecté en toutes circonstances, particulièrement lorsque la violation des textes internationaux et communautaires affecte négativement les populations innocentes.

Aujourd'hui, un autre pays frère, ami et voisin du Mali, la République du Niger, vit aujourd'hui une situation similaire, avec la difficulté supplémentaire que les sanctions portent également sur les produits de première nécessité. Cela signifie, Mesdames et Messieurs, que les Nigériens ont des difficultés à assurer l'approvisionnement en produits alimentaires ou même en médicaments, dans un contexte où les besoins humanitaires des population du Sahel sont loin d'être comblés, malgré les efforts de nos Gouvernements.

Monsieur le Président,

Au Mali, nous sommes convaincus de la nécessité d'adopter des stratégies qui renforcent la croissance économique et qui répondent aux besoins vitaux des populations. Il s'agit entre autres de la lutte contre les changements climatiques, la protection de l'environnement, l'éducation, la santé, la protection sociale, la création d'emplois pour les jeunes, l'autonomisation des femmes ainsi que l'implication de ces deux couches sociales dans la gestion des questions essentielles concernant le

développement socio-économique du pays.

La mobilisation de ressources extérieures en appoint aux efforts nationaux est nécessaire pour le développement escompté dans nos pays. A cet égard, je salue les partenaires qui ont honoré leurs engagements financiers en faveur du Mali et je voudrais à nouveau réitérer l'appel du Gouvernement du Mali aux partenaires techniques et financiers afin qu'ils libèrent les ressources promises pour la relance post-Covid19 car, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants nous attendent impatiemment, scrutant l'horizon avec espoir.

Monsieur le Président,

Je termine en réitérant notre reconnaissance à tous nos partenaires pour leur soutien multiforme en faveur des pays en développement sans littoral.

Je vous remercie de votre attention.